



21 Juin 2007

Priorités du PSE à l'agenda politique européen 2008
Document adopté par les leaders du PSE le 21 juin 2007

Le PSE est devenu le premier parti à influencer l'agenda politique européen, avec une vision fraîche et nouvelle pour la nouvelle Europe sociale et un plan ambitieux en matière d'énergie et de changements climatiques, suivant la décision du congrès du PSE de décembre 2006. Nous sommes convaincus que l'Union européenne peut avancer d'ici aux prochaines élections européennes de juin 2009 en entamant un nouveau programme progressiste pour une réforme sociale, environnementale et économique. Dans ce cadre, il sera essentiel l'adoption d'un nouveau traité sera essentielle pour atteindre notre objectif de rendre l'Union européenne plus démocratique, sociale, ouverte, transparente et efficace.

En 2008, le PSE désire approfondir ses priorités en matière de politique européenne définies pour la période actuelle, sur la base de nos objectifs communs de prospérité, d'égalité et de solidarité. Parmi celles-ci, soulignons la croissance et l'emploi, une politique commune d'énergie et de lutte contre les changements climatiques, y compris la définition d'ambitieux objectifs en matière d'énergies renouvelables, les services de la petite enfance pour tous, la lutte contre la discrimination sur le lieu de travail, l'excellence et l'inclusion dans l'éducation et la formation, l'élimination de la violence envers les femmes et de la traite des êtres humains, la protection des services d'intérêt général, la promotion de la cohésion économique, sociale et territoriale au sein de l'UE, le travail décent pour tous et le renforcement du modèle social européen.

Nous entendons continuer à œuvrer pour la mise en place de nos priorités en 2008, dans le cadre d'un processus politique démocratique transparent et dynamique qui rassemble tous les niveaux de gouvernance, du local à l'europpéen, en passant par le régional et le national.

Prospérité, solidarité, égalité

L'agenda politique européen pour 2008 représente une excellente occasion de joindre le geste à la parole et de donner un nouvel élan à l'Europe afin qu'elle puisse relever les principaux défis économiques, sociaux et environnementaux auxquels elle est confrontée.

Le réchauffement de la planète est l'un des plus grands défis pour le monde aujourd'hui. En tant que groupe de nations industrialisées les plus importantes, l'Union européenne a cherché à prendre la tête de la lutte contre les changements climatiques, notamment en adoptant une politique encourageante de l'énergie et contre les changements climatiques en mars 2007. Les négociations internationales, qui seront ouvertes à la fin de cette année, sont une occasion historique de renforcer nos engagements internationaux et notre volonté politique afin d'avancer vers de nouvelles solutions. L'Union européenne doit continuer de jouer un rôle de premier plan afin de créer un cadre international pour lutter contre les changements climatiques après l'expiration du traité de Kyoto.

Au niveau international, l'Union européenne doit concentrer ses efforts sur la promotion d'un multilatéralisme efficace avec en son centre, une Organisation des Nations unies forte, en





particulier pour ce qui a trait aux conflits où l'UE est en train de mener des opérations de paix comme en Afghanistan ou au Liban ; elle doit mettre l'accent sur le développement d'un programme pour l'Alliance des civilisations, sur la lutte contre le terrorisme, sur la relance du cycle de Doha, sur l'atteinte des objectifs de développement du millénaire de l'ONU ; elle doit prendre la tête des efforts pour la paix et le dialogue au Proche Orient en organisant une conférence internationale pour la paix et elle doit enfin promouvoir un agenda progressiste en ce qui concerne les relations euro-méditerranéennes et avec les pays d'Amérique latine.

En effet dans un monde globalisé où l'incertitude et l'insécurité semblent plus que jamais présentes, le thème de la sécurité est devenu une préoccupation urgente pour les citoyens d'Europe. Les socialistes et sociaux-démocrates européens s'engagent à agir afin de garantir que la protection et la sécurité, sous toutes ses formes (physique, économique et sociale) deviennent un principe de base.

L'UE est confrontée à d'importants défis socioéconomiques. L'année 2008 marquera le 10^{ème} anniversaire de l'Union économique et monétaire, qui, depuis sa mise en place, a permis de générer une stabilité économique plus que nécessaire et a garanti une inflation faible à l'économie européenne, en particulier dans l'Eurozone. En même temps, durant les dix dernières années, des problèmes politiques substantiels sont apparus comme résultats directs et indirects de l'UEM, notamment en ce qui concerne les niveaux d'investissement, la qualité des finances publiques et la redistribution des fruits de la croissance. La stratégie de Lisbonne, dont le but stratégique est de promouvoir l'Union européenne au rang « d'économie fondée sur la connaissance la plus compétitive et la plus dynamique du monde, capable d'une croissance économique durable accompagnée d'une amélioration quantitative et qualitative de l'emploi et d'une grande cohésion sociale » pour 2010, en combinaison avec l'UEM, a établi les politiques et processus nécessaires pour arriver à des progrès économiques, sociaux et environnementaux dans l'Union européenne. Le Conseil européen de mars 2007 a reconnu que la stratégie de Lisbonne devait mieux prendre en compte les objectifs sociaux des Etats membres. Dans ce cadre, la révision tant de l'UEM que des lignes directrices intégrées de la stratégie de Lisbonne, telle qu'elle a été prévue dans le programme stratégique annuel de la Commission européenne pour 2008, doit s'inscrire dans la perspective de la vision claire élaborée par le PSE pour construire une nouvelle Europe sociale. En ce sens, les Etats membres d'Europe centrale et orientale doivent bénéficier d'un appui total dans l'atteinte des objectifs de Lisbonne. Tant l'UEM que la stratégie de Lisbonne révisée doivent contribuer au renforcement du modèle social européen, notamment en garantissant à tous les citoyens européens leur part de la prospérité et du progrès générés par l'intégration européenne. De plus, les autorités locales et régionales doivent être pleinement mobilisées en vue de la mise en œuvre de la stratégie de Lisbonne car leur contribution est essentielle pour l'atteinte de ses objectifs.

Dans ce cadre, le marché intérieur de l'UE a apporté une contribution significative à la force économique de l'Europe, générant approximativement 2,75 millions de nouveaux emplois et €225 milliards de richesses dans les états membres de l'UE au cours des 20 dernières années. Durant cette période, le PSE a essayé de garantir que les bénéficiaires du marché unique profitent aux citoyens européens ainsi qu'aux entreprises et de marquer la limite entre l'Etat-providence et l'économie sociale de marché. En 2008, la stratégie de l'UE pour le parachèvement du marché intérieur sera revue et le PSE se doit de définir clairement son approche. Le PSE croit en une économie sociale de marché, dans un cadre défini communément dans l'intérêt public. Par





conséquent, le PSE n'acceptera aucune politique qui mène au développement d'une société de marché.

La contribution des marchés financiers à la poursuite des objectifs de Lisbonne fait depuis peu l'objet d'un débat politique. Durant la dernière décennie, les marchés financiers mondiaux se sont développés à un rythme impressionnant, notamment en ce qui concerne l'apparition des fonds spéculatifs et de capital d'investissement comme acteurs financiers importants de l'économie. Certains fonds de capital d'investissement et spéculatifs ont pris possession de vastes réserves de capitaux et les ont déplacés rapidement, avec des effets importants pour l'économie et l'emploi. Les transactions de financement par capitaux propres ont constitué plus d'un quart de toutes les fusions et acquisitions aux USA et dans l'Union européenne en 2005. Partout en Europe, la préoccupation augmente quant aux effets sur les investissements des entreprises sur le long terme, y compris la formation du personnel, les conditions de travail et la création d'emplois. Le Groupe du PSE a publié un rapport intitulé « Hedge Funds and Private Equity – a Critical Analysis », qui confirme les effets préoccupants du fonctionnement de certains de ces fonds et pour la poursuite des objectifs de la stratégie de Lisbonne. Certains fonds spéculatifs et de capital d'investissement sont basés dans des paradis fiscaux offshore, ce qui est d'autant plus préoccupant : on estime en effet que près de USD11,5 trillions sont placés sur des comptes personnels offshore, ce qui constitue davantage d'argent que l'aide au développement nécessaire pour atteindre les objectifs de développement du millénaire. De plus en plus de voix s'élèvent pour que le FMI étudie la possibilité de lancer des politiques d'échange d'informations sur les questions fiscales, le secret bancaire et la publication d'informations. Il est clair que ces fonds, notamment les fonds d'acquisition par emprunt, exigent une plus grande attention de la part des décideurs européens. Les discussions au G8, à l'instigation de la présidence allemande de l'UE, soulignent les inquiétudes que soulève cette importante question. Il est essentiel que les politiques européennes et des états membres s'assurent que la durabilité des entreprises européennes et leur main d'œuvre ne soient pas mises en danger par de nouvelles pressions excessives des marchés financiers au nom du profit à court terme.

Un autre grand défi pour nos sociétés est de gérer l'immigration tout en luttant contre l'immigration clandestine et ses causes. L'UE doit définir une approche commune moyennant une plus forte coopération dans le domaine de la justice et des affaires intérieures, dans le plein respect des droits fondamentaux. Le PSE considère que la diversité et la tolérance sont des valeurs fondamentales pour l'Europe et il continuera d'exiger une politique européenne de l'immigration axée sur la solidarité entre les Etats membres et qui prenne pleinement en considération les besoins des citoyens européens et des immigrés non-européens.

L'un des principaux instruments permettant à l'Europe de respecter ses ambitions politiques et de relever les défis communs est le budget européen. Le Conseil européen a invité la Commission européenne en décembre 2005 à entreprendre une révision approfondie de toutes les dépenses de l'UE et de ses revenus, à travers une vaste consultation sur le futur du budget européen en 2008. Le PSE s'engage à mener ce débat de front : l'UE doit se donner comme ambition politique de se doter d'un budget européen à l'avenir qui lui permette de relever les défis présents et futurs.





Sur la base de ces ambitions et de ces engagements, le PSE s'est fixé les priorités suivantes à l'agenda politique européen pour 2008 :

- 1. L'Union européenne doit prendre toutes les mesures adéquates pour une pleine transparence, une pleine divulgation des informations et une pleine responsabilité des marchés financiers¹ – en particulier par rapport aux fonds spéculatifs et de capital d'investissement. Le but doit être de garantir la protection des droits des travailleurs, la négociation collective et les objectifs sociaux y afférents, conformément aux objectifs de Lisbonne et des principes établis dans la nouvelle Europe sociale, afin de garantir un avenir aux Etats-providence européens. Des marchés financiers efficaces et transparents, permettant notamment un financement adéquat des investissements à long terme, sont essentiels pour la durabilité de nos entreprises européennes et de leur main d'œuvre. L'UE doit lancer un appel pour la création d'une task force internationale qui examinera cette question et formulera les recommandations adéquates².**
- 2. L'Union européenne et ses Etats membres doivent jouer au niveau mondial un rôle de premier plan dans les négociations internationales sur le cadre post-Kyoto après 2012 et parler d'une seule voix afin d'arriver à un objectif de 30% de réduction des gaz à effet de serre pour 2020.**
- 3. Les lignes directrices de la stratégie de Lisbonne doivent être révisées afin de : souligner les avantages que représentent les investissements coordonnés et simultanés dans les objectifs de Lisbonne partout dans l'UE, lutter contre les changements climatiques, lutter contre les délocalisations et le dumping social, viser l'objectif du plein emploi de haute qualité, notamment à travers l'élimination des inégalités entre les sexes, étudier la possibilité d'utiliser les politiques de revenus pour réduire les inégalités de revenus, mettre l'accent sur la cohésion territoriale, donner la priorité au besoin urgent de créer un système d'apprentissage tout au long de la vie accessible à tous, y compris l'éducation préscolaire, et consacrer 3% du PIB à la RD.**
- 4. La révision de la stratégie pour le marché intérieur doit avoir pour premier objectif d'améliorer les avantages du marché unique pour les consommateurs européens, garantissant l'accès et le caractère abordable des biens publics tels que l'énergie, et d'assurer que l'achèvement du marché intérieur se fasse dans le plein respect du modèle social européen, notamment en matière de services publics et de l'intérêt public.**
- 5. L'Union européenne doit adopter une politique d'immigration durable et adéquate car elle a l'importante responsabilité de garantir l'intégration sociale, économique, culturelle et politique des immigrés et de combattre la traite des êtres humains et l'exploitation des immigrés, afin d'arriver à la cohésion sociale et au progrès**

¹ Ceci ne représente pas la position du Labour britannique

² Ceci ne représente pas la position du Labour britannique





économique.

6. L'Union européenne doit s'accorder à revoir et à réformer le budget européen, et donc toutes les politiques financées par ce budget, dans l'ambition politique de construire une nouvelle Europe sociale, de renforcer les Etats membres d'Europe dans une dynamique mutuellement renforcée axée sur la justice sociale, le développement économique durable, la lutte contre les menaces mondiales tels que les changements climatiques et l'atteinte de l'objectif mondial de développement durable et de travail décent pour tous.

